

Discours de Willy Brandt devant le Parlement européen (19 juillet 1979)

Légende: Le 19 juillet 1979, au lendemain des premières élections du Parlement européen au suffrage universel, Willy Brandt, président du Parti social-démocrate allemand, encourage l'Assemblée à prendre ses nouvelles responsabilités et soulève certaines questions auxquelles les Communautés européennes devront apporter une réponse.

Source: Journal officiel des Communautés européennes (JOCE). Débats du Parlement européen. 19.07.1979. [s.l.]. p. 95-99.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_willy_brandt_devant_le_parlement_europeen_19_juillet_1979-fr-ca8aa4e8-a2ef-4cd5-bfbf-43881cfc1f0e.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2013

Discours de Willy Brandt devant le Parlement européen (19 juillet 1979)

Le Président. — La parole est à M. Brandt, au nom du groupe socialiste.

M. Brandt. — (D) Madame le Président, mes chers collègues, c'est à la fois un sentiment de colère et un sentiment d'humilité qui animent le social-démocrate allemand que je suis et qui, en cet instant, a l'honneur de s'adresser à vous au nom du groupe socialiste. Je fais taire ma colère. Et, en quittant l'atmosphère artificielle de cette enceinte pour respirer l'air vif de Strasbourg, je sens de manière encore plus nette que d'habitude que c'est ici, dans cette ville de Strasbourg, que bat le cœur de l'Europe, que c'est ici qu'apparaît le résultat de ce qui a pu être réalisé dans le sens de la réconciliation d'abord, puis de l'amitié franco-allemande, afin de faire avancer l'Europe — et pas seulement nos deux peuples. Je sens battre ici le cœur de notre Europe aimée, meurtrie, de l'Europe qui a su se relever et sur laquelle pourtant, depuis peu, de lourdes menaces pèsent à nouveau. Cette Europe, elle nous appartient à tous. Elle nous a été confiée en commun, avec son héritage chrétien, son héritage humaniste et son héritage socialiste. Elle continue à nous confronter à des tâches communes. La mission dont elle nous investit est très largement commune, et je serais heureux, une fois les difficultés de mise en route surmontées, que nous réussissions, au sein de cette Assemblée, à prendre dans maints domaines et à une majorité relativement large, de bonnes décisions.

Au cours de ces premières élections au suffrage universel direct, et dans la période qui a suivi, beaucoup de voix se sont élevées, Madame le Président, pour dire que les institutions de la Communauté — les représentants de deux d'entre elles viennent de s'adresser à nous, c'est maintenant aux orateurs de la troisième de se faire entendre, et il y a encore, je le sais, quelques autres institutions — pour dire, comme je l'ai moi-même ressenti, que les institutions de la Communauté étaient perçues par de larges couches de nos peuples, et notamment par la jeunesse, comme des entités fort lointaines. La majorité des citoyens ne savaient que peu de choses du Parlement, tel qu'il existait jusqu'à présent et, parmi les autres, beaucoup le tenaient en piètre estime. Mais ne nous faisons pas d'illusion! Aujourd'hui encore, la plupart des Européens ne peuvent se faire d'idée très précise des perspectives et des possibilités qui s'ouvrent au nouveau Parlement élu au suffrage universel direct; nous n'avons, en effet, pas été capables — et pas seulement les quelques-uns qui nous ont mis au défi — nous n'avons, les uns comme les autres, pas été capables, même aujourd'hui, d'aider cette Assemblée à prendre un bon départ devant l'opinion publique européenne...

(Applaudissements)

... Une impuissance plus ou moins institutionnalisée n'apporte rien...

(Mouvements divers)

.. et nous ne saurions la faire accepter à nos concitoyens. Le préjudice ainsi causé est considérable. Voilà que maintenant il revient à celui qui, au nom des socialistes en Europe, dispose de 38 minutes de parole, de s'efforcer, après 270 minutes de discussions à caractère plus ou moins procédural aujourd'hui, et après une heure et quart consacrée à des comptes rendus, de faire quelques remarques incidentes. Je dois dire que nos Parlements nationaux nous ont, pour une part, habitués à d'autres procédés. Je vous remercie, du reste, pour les exposés que nous venons d'entendre. Toutefois, les citoyens de la Communauté européenne, qui nous ont envoyés ici, nous ont donné une grande chance et confié une lourde responsabilité. Je comprends ceux qui ont posé la question de savoir si l'élection d'un Parlement au suffrage universel direct n'était pas, peut-être, prématurée. Mais il ne serait sans doute pas faux, pas tout à fait faux, de poser la question en sens inverse, et de se demander si les élections au suffrage direct ne sont pas peut-être venues bien tard...

(Applaudissements)

... C'est de nos travaux que dépendra la réponse de l'Histoire à ces questions. Il importe donc, comme il en a déjà été question hier, de prendre plus nettement conscience du rôle de cette Assemblée, de ne pas se contenter de poursuivre dans la routine, mais au contraire de nous ériger en un véritable forum, c'est-à-dire, essentiellement, en un forum où seront sérieusement abordées les préoccupations de très larges fractions de nos peuples, et en tête, celles de la jeune génération. Et, permettez-moi d'ajouter tout de suite que j'estime, Madame le Président, mes chers collègues, que nos commissions ne devraient pas user à tout propos et

abuser de ce moyen que sont les auditions publiques d'experts ; on ne devrait y avoir recours qu'à bon escient.

(Applaudissements)

... car nous pourrions, par ce biais, mobiliser beaucoup de compétences techniques, susciter l'intérêt des média et, si possible, faire comprendre à une fraction plus large de l'opinion à quoi l'Europe doit s'attendre et quelles seront les tâches auxquelles les Européens de demain seront confrontés.

Permettez-moi de donner un exemple: à l'automne de l'année prochaine doit s'ouvrir, à Madrid, la deuxième réunion sur l'application des accords de la conférence, dite d'Helsinki, sur la sécurité et la coopération en Europe. Nos États y participent, à titre individuel et au niveau de la coopération intergouvernementale, mais aussi la Communauté européenne en tant que telle. J'estime que la commission politique ferait œuvre utile si elle organisait, au cours de l'automne, une audition publique d'experts pour aider à établir quelles possibilités concrètes de coopération existent à l'heure actuelle, quelles chances on peut discerner, ou pour contribuer à dégager ces chances et ces possibilités afin de sortir au moins un peu plus de l'ornière qu'il n'a été possible de le faire l'année dernière, lors de la conférence de Belgrade. Ce n'est pas là l'affaire des seuls diplomates, c'est là, et précisément là, une tâche qui incombe aux représentants élus du peuple; c'est donc *notre* devoir.

(Vifs applaudissements)

Au demeurant, si notre travail est substantiel, s'il renforce la conscience européenne, s'il trouve aux problèmes qui assaillent nos peuples et nos concitoyens des solutions d'avenir, force sera bien au Conseil et à la Commission de prendre le Parlement plus au sérieux qu'ils ne le disent, et de s'orienter, à l'avenir, vers un équilibre raisonnable entre les Institutions.

Cette évolution, je le dis pour éviter tout malentendu, doit s'accomplir dans le plein respect des traités.

J'ajouterai qu'il y a, dans cette enceinte, suffisamment d'opinions différentes pour que nous n'ayons pas besoin de cultiver, de surcroît, des antagonismes artificiels. Je suis contre une polarisation inutile qui viderait le Parlement européen de sa substance et qui risquerait de le discréditer.

Personne, au sein de cette Assemblée, n'a le monopole des libertés. Il en va de même pour les nations. Personne ne veut retirer à mon ancien et, par un fait singulier, maintenant nouveau collègue, Michel Debré, sa fierté de ce qui constitue la France. Qui même, d'ailleurs, l'oserait! Nous aussi, qui venons d'autres pays, avons une conscience nationale; nos racines plongent dans le pays où nous sommes nés et dans notre culture, même ceux qui, comme moi, ont pour patrie l'Allemagne, et pour lesquels ce n'est pas une chose simple que d'être Allemand.

(Applaudissements)

C'est à un grand socialiste français, Jean Jaurès, que l'on doit une jolie analogie, celle des fleurs dont chacune représente un des peuples d'Europe et dont l'ensemble pourrait faire un joli bouquet (= Strauss) européen — ceci dit sans vouloir susciter de comparaison déplacée...

(Sourires)

... pas même avec la politique de l'autruche (en allemand Strauss).

N'oublions pas, s'il vous plaît, que nous avons également de plus en plus affaire à une Europe des régions. La Communauté — telle est la conviction de mon groupe — doit faire plus pour les régions défavorisées.

(Applaudissements nourris)

..., pour l'équilibre régional. J'ajouterai qu'elle doit aussi savoir percevoir les aspirations et les espérances qui se manifestent dans les domaines autres que l'économie.

Parmi toutes les questions qui se posent, j'en choisirai trois auxquelles nous nous efforcerons d'apporter une réponse non seulement aujourd'hui, mais également dans la suite de nos travaux. La première, en écho aux propos du président de la Commission, abordera le domaine de l'économie, la seconde, faisant suite aux déclarations des porte-parole du Conseil, se situera au plan politique, et même au plan de la politique de sécurité. La troisième est la suivante: qu'avons-nous à dire, avons-nous quelque chose à dire à la jeunesse européenne? J'en viens d'abord aux perspectives en matière de politique économique, et donc de politique sociale qui lui est liée: les comptes rendus des réunions de Strasbourg et de Tokyo étaient intéressants. J'ai trouvé une source de réflexion dans les propos tenus par Roy Jenkins sur la rupture du lien, la possible rupture du lien entre le pétrole et ce que j'appelle une croissance humaine, ainsi que dans la brève esquisse qu'il a présentée de la possibilité de faire de la reconversion dans le secteur énergétique le moteur d'un nouveau progrès économique en Europe. C'est un sujet de réflexion et de discussion qui mérite d'être approfondi; il faudra ensuite faire preuve d'imagination et déployer les efforts nécessaires pour définir une politique européenne de l'énergie digne de ce nom. Messieurs les Membres du Conseil et de la Commission, ce que vous avez fait jusqu'à présent dans ce domaine mérite une note médiocre, voire un zéro.

(Applaudissements)

Une politique de l'énergie est donc nécessaire, qui permette d'assurer une croissance toujours indispensable tout en respectant les impératifs de la sécurité et de la protection de notre environnement naturel et qui, surtout, contribue à assurer l'emploi. Il faut absolument, à mon avis, que nous organisions après les vacances d'été un grand débat sur la politique énergétique, débat auquel les différents groupes et les différentes commissions se seront soigneusement préparés et qui ne soit pas seulement une simple discussion à partir des rapports établis par les deux institutions; il serait toutefois bon, à cette occasion que nous puissions prendre comme point de départ l'un de ces documents de travail (discussion documents) que le Président Jenkins nous a promis dans son discours d'hier.

Permettez-moi de dire tout d'abord que nous devons simultanément — c'est là l'avis des sociaux-démocrates, des démocrates socialistes, et vraisemblablement pas seulement le nôtre — nous préoccuper très sérieusement de la manière dont nous pourrions, en cette période difficile de nouveaux bouleversements, sauvegarder les systèmes de protection sociale existants et, dans la mesure du possible, les développer et les harmoniser. Il vaut la peine de se repencher sur ce qui a été proposé, à titre d'esquisse d'union sociale, en octobre 1972, c'est-à-dire il y a 7 ans, sous la présidence de Georges Pompidou...

(Applaudissements)

... même si on ne peut reprendre tel quel ce document, s'il faut l'adapter aux changements, intervenus depuis lors.

A ce propos, je voudrais volontiers me référer à un texte qui a été envoyé à nous tous, parlementaires de cette Assemblée, à savoir la résolution générale du troisième congrès de la Confédération européenne des syndicats, récemment tenu à Munich. D'importantes suggestions ont été faites, qui, je l'espère, retiennent également l'attention d'autres groupes que le mien.

Il en va de même — et à un titre qui n'est pas moindre — mes chers collègues, de l'impérieuse nécessité de démocratiser de manière durable et en profondeur la vie des grands ensembles économiques, et notamment des multinationales.

(Applaudissements)

A l'égard des femmes, mon groupe estime que nous avons un engagement tout particulier, non seulement parce qu'elles constituent la majorité de l'électorat européen, mais parce qu'elles sont, même au niveau familial et professionnel, eu plutôt au niveau professionnel et familial, les victimes principales de ces contrecoups qui, engendrés par ce qui est plus qu'une crise, sont encore loin de s'être apaisés.

Indépendamment de ce qui a été dit ce matin dans un autre contexte, mon groupe estime nécessaire de

constituer une commission ad hoc qui devrait déposer un rapport, d'une part sur la manière dont les droits des femmes sont mis en œuvre, et d'autre part sur les propositions qui seraient susceptibles de nous faire parvenir plus rapidement à l'égalité non seulement juridique, mais également concrète...

(Applaudissements)

... le président de notre groupe les recommandera, à cette occasion, et à l'occasion d'autres initiatives, à l'adoption par le Parlement européen et nous vous demandons votre appui, mes chers collègues, aujourd'hui ou à la prochaine occasion.

J'aborderai maintenant le deuxième grand champ d'action que j'ai cité, ou, plus exactement, auquel j'ai fait allusion précédemment. Il tient dans cette interrogation: comment l'Europe s'affirme-t-elle au plan politique? Le Conseil, dans son rapport a bien dit quelques mots sur ce sujet, de manière un peu guindée, mais je sais ce que c'est pour avoir eu, moi-aussi, des responsabilités gouvernementales. Je comprends cela parfaitement, mais pourquoi serait-il interdit d'en faire abstraction pour donner son avis? Comment l'Europe s'affirme-t-elle sur le plan politique, et qu'advient-il de sa sécurité ?

Il importera — je ne le dis en ce moment que pour le souligner, mais le souligner nettement — de ne pas se concentrer exclusivement sur la Communauté et sur son élargissement, maintenant tout proche, par l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Nous devons nous attacher à renforcer notre coopération avec les États voisins et, parallèlement — si difficile que cela soit — à poursuivre le développement de la politique de réduction des tensions entre l'Est et l'Ouest dans cette partie du monde...

(Applaudissements nourris)

Il ne faut pas, sur le plan économique, creuser de nouveaux fossés entre nous et le nord de l'Europe, y compris la Finlande, ni entre nous et l'Autriche ou la Suisse — et je profite de l'occasion, pour dire que nous devons nous efforcer de parvenir à la signature d'un traité constructif avec la Yougoslavie. Dans cette perspective, toutefois, Messieurs les Membres du Conseil, vous devez confier un meilleur mandat à la Commission pour sortir — pour autant que cela dépende de nous — de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations CE - COMECON. Je dis bien: pour autant que cela dépende de nous. Il est certain que bien des choses ne dépendent pas de nous.

Au demeurant, il est, sur le plan politique, Je l'intérêt vital de l'Europe de s'associer au contrôle, et, dans une phase ultérieure, à la limitation et à la réduction des armements. Les chiffres sont connus de tous: plus d'un milliard de dollars par jour, y compris aujourd'hui, 19 juillet 1979. Quand je dis: le monde peut périr, au cours de ce siècle, des efforts qu'il fait pour s'armer, ce n'est pas une formule creuse que j'emploie là, et encore moins une exagération.

(Vifs applaudissements)

Ce risque, il le court si nous ne faisons pas, conjointement avec les deux grandes puissances et dans un esprit de fidélité à nos engagements, mais aussi en Européens conscients d'avoir atteint leur majorité, un effort intensif pour mettre un terme à la course objectivement absurde à des moyens de destruction insensés.

J'ai déjà dit quelques mots de la prochaine conférence qui doit se tenir, l'année prochaine, à Madrid. Je ne voudrais ajouter maintenant que ceci : dans cette enceinte, se trouve, sur les bancs de mon groupe, à quelques rangées de moi, notre collègue venu de Tchécoslovaquie, Jiri Pelikan,

(Vifs applaudissements)

membre de notre Assemblée en tant que citoyen italien, et désigné par des électeurs italiens pour siéger parmi nous. Ceci également est un élément de la réalité européenne, et c'est pour moi plus qu'un devoir moral que de saluer de cette tribune, au nom de mes amis politiques, ces femmes et ces hommes qui, à Prague — et ailleurs — doivent endurer des souffrances parce qu'ils cherchent, comme nous, à promouvoir la paix, la liberté d'expression et la tolérance en Europe.

(Vifs applaudissements)

Ma troisième question est la suivante : comment pouvons-nous répondre aux espoirs que la jeunesse européenne a placés en nous? Madame le Président, un changement s'est produit dans l'esprit de larges fractions de la jeune génération, changement caractérisé par une sphère nouvelle d'expérience, par un sentiment très vif d'incertitude et de désappointement, consécutif à l'excès de pouvoir dont, aux yeux de beaucoup, souffre l'Etat, et qui serait dû à l'omniprésence d'une bureaucratie qui, en beaucoup d'endroits, tend à s'ériger en tuteur. Face à ce phénomène, il nous faut réagir en montrant que les moyens existent d'accroître la responsabilité personnelle de chacun, de le faire participer davantage aux processus de décision, que ces moyens conduisent à un progrès *humain*, et non à n'importe quel progrès, qu'ils nous feront abandonner ces faux modèles que nous propose le gigantisme économique ou bureaucratique.

(Applaudissements)

Nous devrions prendre très au sérieux les avertissements de ceux qui craignent que notre globe ne survive pas si l'évolution industrielle continue sur sa lancée. L'enjeu dépasse de très loin la protection de l'environnement, si importante celle-ci soit-elle. Il dépasse aussi la gestion prudente des ressources naturelles. Il nous faudra changer notre mode de penser en ce qui concerne les formes des futures sociétés industrielles. Il nous faudra engager une réflexion nouvelle sur les voies qui conviennent aux pays du tiers monde, et surtout, il nous faudra réfléchir, plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, à la manière dont la solidarité peut être, concrètement organisée entre les peuples. Dans ce domaine, nous autres socialistes, sociaux-démocrates, nous saurons nous défier aussi bien de l'utopie que des schémas de pensée apparemment éprouvés.

Il ne s'agit pas d'une simple «interdépendance», il y va d'un «intérêt mutuel», aux deux sens du terme. Pour nous, ou plutôt pour nos enfants, ou plus encore, pour nos petits-enfants, la solution au problème de l'emploi dépend, elle aussi, de la rapidité des progrès du développement dans d'autres parties du monde, de même que la paix, elle aussi, en dépend. Je ne suis pas le seul ici à avoir, deux fois dans sa vie, fait l'expérience de la faim née de la guerre. Je voudrais que, nous aussi, nous aidions une jeune génération à éviter une triste expérience, celle de voir la faim de millions de personnes dans le monde risquer d'engendrer la guerre et le chaos.

(Vifs applaudissements)

Et enfin, mes chers collègues, j'estime — et ceci ne doit pas être pris comme une critique malvenue de ce qui vient d'être dit — que l'on minimise la gravité de situation lorsqu'on parle uniquement de crise, car le mot «crise» laisse croire, à tort, que tout rentrera bientôt dans l'ordre. Nous sommes confrontés non pas à une crise, mais bien plutôt à un bouleversement, qui va de pair avec l'effondrement des doctrines traditionnelles, des mécanismes économiques et du système monétaire international, qui s'accompagne de la recherche douloureuse d'un nouvel ordre international, d'une crise de l'énergie aux dimensions insoupçonnées, de grands défis lancés comme autant de critiques à la civilisation, et d'autres phénomènes encore.

Une chose est réconfortante, et une autre nous donne du courage. On commence à s'intéresser de nouveau à l'homme, à notre semblable. Je crois qu'aussi bien au centre que sur les bancs d'en face, vous sentez comme nous à quel point la tragédie des réfugiés du Sud-Est asiatique, ainsi que les milliers de morts, qui, dans un petit Etat d'Amérique centrale, le Nicaragua, précèdent l'instauration d'un nouveau régime, à quel point tout ceci affecte nos concitoyens. J'espère qu'à l'avenir notre Assemblée ne se contentera pas de résolutions stériles, mais qu'elle sera plus prudente dans ce qu'elle dit, et qu'elle examinera soigneusement dans quelle mesure il sera chaque fois possible, dans le cadre, certes limité, de nos possibilités, de joindre les actes à la parole.

Nous rappelons, par la même occasion, la *Charte communautaire des droits de l'homme et du citoyen*, que le précédent Parlement européen avait décidé d'élaborer sur proposition des socialistes. Je ne suis pas d'accord sur tous les points avec le précédent Parlement, mais dans ce cas je le suis expressément.

J'ai dit, il y a un instant, que nous trouvions également un élément d'encouragement. Je fais allusion, par là, à cette Europe de la jeunesse, qui a grandi en silence et que, même durant les mois où les médecins m'avaient interdit toute activité politique, j'ai eu le bonheur de voir vivre, notamment en ce qui concerne la jeunesse franco-allemande.

Du haut de cette tribune, nous disons, mes amis politiques et moi-même, à la jeune génération: osez vous lancer dans des voies nouvelles, droit devant vous, et ne vous contentez pas des solutions passéistes qu'on vous propose.

Ce à quoi nous aspirons, c'est, pour reprendre les termes d'Aneurin Bevin, ce vigoureux et inoubliable chef syndicaliste britannique : «*a society with freedom from fear*», une société débarrassée de la peur. Et il a encore ajouté : «*with hope and reasonable chances for the young génération*», une société qui offre une espérance et des chances appropriées à la jeune génération, celle qui nous regarde et nous succédera.

(Vifs applaudissements)